

Qu'est-il arrivé à l'industrie du gaz naturel depuis le moment où vous l'avez déréglementé jusqu'aux quelques derniers mois? Je peux vous dire que cela n'a pas été bon pour les producteurs. Même le marché habituel a disparu. Les contrats à long terme pour la vente de gaz dans d'autres régions du Canada ont presque tous été abrogés, ou résiliés, ou quel que soit le mot que vous vouliez employer. Aujourd'hui, on achète le gaz au plus bas prix possible, et le marché habituel qui existait s'est effondré.

Les autres dispositions de ce projet de loi qui marquent le divorce entre la Société du crédit agricole et le gouvernement s'avéreront probablement tout aussi désastreuses pour les gens qu'elles sont censées aider que certaines des autres mesures de privatisation dont nous avons été témoins. La privatisation en soi n'est pas mauvaise, mais le gouvernement privatise seulement lorsqu'il est en difficulté. Je pourrais vous donner toutes sortes d'exemples.

La mission, les pouvoirs et la capacité de cette Société du crédit agricole renouvelée sont les suivants:

La Société a pour mission de mettre en valeur le secteur rural canadien en fournissant des services financiers spécialisés et personnalisés aux exploitations agricoles — notamment les fermes familiales — et aux entreprises — notamment les petites et moyennes entreprises — de ce secteur liées à l'agriculture.

Honorables sénateurs, le gouvernement actuel a tellement mal géré ce secteur de notre économie que les agriculteurs ont vraiment besoin de ces services.

Le leader du gouvernement me jette un de ces regards.

Le sénateur Murray: Je vous regarde d'un air perplexe.

Le sénateur Olson: Peut-être. J'avais presque l'impression qu'il ne partageait pas les sentiments exprimés dans l'extrait que je viens de lire.

Le sénateur Murray: Les agriculteurs ne partagent pas votre avis.

Le sénateur Olson: Vous devriez peut-être le leur demander. Vous devriez demander l'avis de certains agriculteurs. On est assez loin du secteur agricole des Prairies lorsqu'on siège ici, à Ottawa.

Il se passe quelque chose d'étrange au Canada. Jamais dans l'histoire de la politique canadienne n'a-t-on vu autant de députés ne pas se représenter aux prochaines élections. Plus de 50 p. 100 des députés conservateurs ne brigueront pas les suffrages. Ce n'est pas qu'ils en ont assez de leur emploi. Bien sûr, il y a toujours un certain roulement attribuable aux quelques députés qui veulent tout simplement prendre leur retraite. J'ai lu qu'un peu plus de 100 des 160 et quelques députés conservateurs ne se représenteront pas.

[Le sénateur Olson]

Le sénateur Murray: Beaucoup d'entre eux ont été élus en 1972 — il y a 21 ans — contrairement à mon honorable collègue.

Le sénateur Olson: Quelqu'un d'autre entre dans la même catégorie.

Le sénateur Molgat: Ils ont peur.

Le sénateur Olson: Lorsqu'un si grand nombre de députés prennent une telle décision et l'annoncent longtemps avant les élections, c'est un signe.

Est-ce que les honorables sénateurs savent que plus de la moitié des députés élus et, d'après ce que je sais, tous les ministres sauf un de l'Alberta, ne se représenteront pas?

Le sénateur Lynch-Staunton: La moitié des libéraux ne reparaitront pas.

Le sénateur Olson: Il n'y en a pas beaucoup de l'Alberta. Nous n'en avons qu'un. Ce n'est pas une grande tragédie.

À mon point de vue, rien ne montre mieux le succès ou l'échec d'un gouvernement que le fait qu'il ne jouit plus de l'appui de ses propres membres. C'est ça qui est arrivé. Les députés actuels ne se représentent tout simplement pas. Il n'y a pas meilleur moyen de faire savoir à son parti qu'on ne l'appuie plus que de lui dire: «Je n'approuve pas ce que vous faites. C'est un échec. J'en ai assez. Je ne me présente pas de nouveau.»

Le sénateur Murray: Les gens font la queue pour se faire élire candidats conservateurs, alors que M. Chrétien doit nommer les siens.

Le sénateur Olson: Parlez-moi de déclarations irresponsables, honorables sénateurs.

Je voudrais maintenant revenir au projet de loi C-95 qui concerne la Société du crédit agricole. Il me semble que le gouvernement aurait pu trouver un meilleur moyen pour venir en aide aux agriculteurs que de modifier la Loi sur le crédit agricole. Il admet ainsi on ne peut plus clairement que le revenu des agriculteurs a fondu comme neige au soleil depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Je ne voudrais pas être injuste. Je ne dis pas que toutes ces choses sont directement attribuables au gouvernement. Il n'y avait vraiment pas grand-chose à faire, sinon se tordre les mains de désespoir et se demander: «Que faire? Ce sont les États-Unis et l'Europe, ces géants du monde, qui sont la cause du problème.»

Les honorables sénateurs d'en face pensent peut-être que c'est la première fois dans l'histoire du Canada que nos agriculteurs et leur gouvernement font face à des grandes puissances dont les mesures ne profitent pas nécessairement à certains secteurs de l'économie canadienne? Je tiens à vous dire que non. Mais, dans ce temps-là, le gouvernement canadien ne s'empressait pas de tout privatiser et de se trouver des excuses. Il assistait aux réunions avec ces autres pays et les persuadait de la nécessité de certaines mesures pour que des pays comme le Canada, l'Australie et l'Argentine puissent vivre, eux aussi. Il faudrait faire la même chose aujourd'hui. En fait, il y a longtemps qu'on aurait dû le faire.